

aux syndicats. Ils firent arrêter tous les 24 membres du comité de la *Typographical Union* sous une accusation de conspiration séditeuse. Les travailleurs avaient supposé en toute confiance que les syndicats étaient des institutions légales, mais ils venaient de découvrir le contraire. Ils n'avaient profité d'aucune des lois britanniques libérant les syndicats du préjudice dont ils étaient frappés sous le Droit commun en tant que conspirations ou coalitions entravant la liberté de commerce. Vis-à-vis de la loi, les syndicats canadiens se trouvaient encore au dix-huitième siècle, à l'âge précédant la Révolution industrielle. Ils se mirent immédiatement à l'œuvre pour obtenir une législation canadienne correspondant à celle de Grande-Bretagne. Sir John A. Macdonald, ravi de l'occasion de gagner les suffrages des travailleurs et de "servir aux libéraux" deux mesures législatives inattaquables, à la Gladstone, s'empressa de faire adopter par le Parlement fédéral une loi des syndicats ouvriers et une loi modifiant la législation pénale (1872), calquées sur les lois britanniques de l'année précédente. Ce fut là le premier grand succès politique des syndicats canadiens. La poursuite fut abandonnée et la grève se termina par un succès ouvrier.

L'adoption de la politique nationale de protection tarifaire en 1879 et la construction du Pacifique-Canadien en 1881-1885 ranimèrent l'industrie canadienne; les syndicats ouvriers suivirent le mouvement. Les métiers du bâtiment accusèrent une expansion marquée. Les syndicats ferroviaires accompagnèrent les chemins de fer vers l'Ouest. En 1879, les mineurs de charbon de la Nouvelle-Écosse établirent le premier syndicat de houilleurs de l'Amérique du Nord. Cette organisation, la *Provincial Workmen's Association*, a été l'un des premiers syndicats industriels, car elle acceptait tous les travailleurs de l'industrie sans tenir compte de leur métier. Elle devint presque pendant quelque temps un "syndicat unique" d'ordre provincial, englobant non seulement les houilleurs et les travailleurs des quais de charbon, mais aussi les travailleurs du fer et de l'acier, les cheminots, les employés de tramways, les souffleurs de verre, les travailleurs de la chaussure, les commis des magasins de détail et quelque quatre-vingt-dix autres catégories. Les *Knights of Labor* (Chevaliers du Travail) sont arrivés au Canada en 1881; ce groupe, qui était aussi sur le plan industriel, est resté actif au Canada longtemps après sa disparition presque complète aux États-Unis. Sans tenir compte des Chevaliers, plus d'une centaine de nouvelles unités locales vinrent s'ajouter, entre 1880 et 1890, à celles qui avaient survécu à la crise économique. Près de la moitié de ces unités se trouvaient en Ontario, 21 dans les provinces Maritimes, 19 dans le Québec et 18 dans l'Ouest.

Il y eut renaissance aussi des conseils locaux. Le Conseil des métiers et du Travail de Toronto fut organisé en 1881, le Conseil de London en 1883, le Conseil de Montréal en 1885 et d'autres à Ottawa, Brantford, Hamilton, Vancouver et Victoria, à différentes dates entre 1880 et 1890. Au commencement, les Chevaliers du Travail s'associèrent à ces Conseils, s'y intéressant souvent d'une façon très active, mais vers l'année 1890 ils constituèrent leurs propres assemblées régionales à Montréal, Québec, Toronto, St-Catharines et St-Thomas.

La renaissance des Conseils fut accompagnée de la réapparition de l'organisme central national. En 1883, un comité du Conseil de Toronto invita toutes les organisations ouvrières à envoyer des délégués à une réunion nationale, laquelle donna naissance au *Canadian Labour Congress* constitué de délégués d'organismes ouvriers et d'assemblées des Chevaliers du Travail de la province d'Ontario exclusivement.

En septembre 1886, trois mois avant la fondation de l'*American Federation of Labor* (Fédération américaine du Travail), le Conseil des métiers et du travail de Toronto convoqua le Congrès de nouveau et le *Canadian Trades and Labor Congress* fut formé; ce Congrès devint le *Trades and Labor Congress of the Dominion of Canada* en 1887, le *Dominion Trades and Labor Congress* en 1888 et le *Trades and Labor Congress of Canada* (Congrès des Métiers et du Travail du Canada) en 1892. La première réunion comptait 109 délégués, dont une femme. Sauf un délégué de la ville de Québec, tous venaient d'Ontario et au moins 84 étaient Chevaliers du Travail. Les Chevaliers avaient aussi une majorité des délégués